

Brochure n° 3090

Convention collective nationale

IDCC : 1527. – IMMOBILIER
(Administrateurs de biens,
sociétés immobilières, agents immobiliers, etc.)

AVENANT N° 36 DU 14 DÉCEMBRE 2006
RELATIF À LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 34
PORTANT SUR LE DÉPART EN RETRAITE

NOR : ASET0750719M

IDCC : 1527

Les organisations signataires de la convention collective nationale de l'immobilier décident par le présent avenant de modifier l'article n° 36 relatif au départ en retraite afin d'en faciliter son application.

Article 1^{er}

En cas de départ à l'initiative de l'employeur, celui-ci est tenu d'avoir avec le salarié un entretien préalablement à la notification de mise à la retraite et de respecter le préavis prévu à l'article 32 en cas de licenciement. Le salarié perçoit une indemnité de départ en retraite fixée comme suit, sur la base du salaire global brut mensuel contractuel susvisé :

- 0,11 mois par année de services dans l'entreprise si le salarié a effectué 10 ans de services ou moins ;
- 0,15 mois par année de services dans l'entreprise si le salarié a effectué plus de 10 ans et moins de 20 ans de services ;
- 0,16 mois par année de services dans l'entreprise si le salarié a effectué 20 ans de services et moins de 35 ans ;
- 0,17 mois par année de services dans l'entreprise si le salarié a effectué 35 ans de services ou plus.

Si l'employeur prend l'initiative de mettre le salarié à la retraite avant 65 ans, l'indemnité de départ en retraite sera portée à :

- 0,15 mois par année de services dans l'entreprise si le salarié a effectué 10 ans de services ou moins ;
- 0,19 mois par année de services dans l'entreprise si le salarié a effectué plus de 10 ans et moins de 20 ans de services ;
- 0,20 mois par année de services dans l'entreprise si le salarié a effectué 20 ans de services et moins de 35 ans ;
- 0,21 mois par année de services dans l'entreprise si le salarié a effectué 35 ans de services ou plus.

Article 2

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant dans les meilleurs délais.

Fait à Paris, le 14 décembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

CNAB ;
CSAB ;
FNAIM ;
FNSEM ;
FSIF ;
SNPI ;
UNIT.

Syndicats de salariés :

SNUHAB CGC ;
CSFV CFTC ;
Fédération des services CFDT ;
OSDD FEC FO ;
Fédération CGT.